

Le Péril Asiatique

L'invasion du Laos est le fait le plus grave de cette période. Tout se passe comme si les Chinois cherchant à se débarrasser de la guerre de Corée qui faisait le jeu des Russes mieux que le leur, portaient leur effort vers le Sud-Est de l'Asie où se trouvent les ressources qui leur manquent et que leurs alliés soviétiques ne peuvent leur procurer.

Il se pourrait bien que la dite offensive de paix menée par les Sino-Russes soient l'écran de fumée destiné à masquer l'opération, ébranler et distraire l'opinion américaine et empêcher le gouvernement des Etats-Unis de faire front à temps devant une menace que, si elle se développait mettrait en danger l'équilibre du monde. Car si les Chinois ou leurs satellites atteignaient le golfe du Siam, c'est toute l'Asie qui tomberait rapidement entre leurs mains non seulement la Malaisie, la Birmanie, le Siam, mais l'Inde. Le Pandit Nehru ne le sait que trop. Il est singulier qu'au moment où la situation mondiale prend un caractère sinon grave du moins sérieux, beaucoup se livrent aux douces espérances d'une paix prochaine.

Le gouvernement du Lahu.

La technique des Sino-soviétiques n'est pourtant pas nouvelle. En même temps que commençait l'invasion du Laos, le gouvernement de Pékin proclamait l'indépendance d'un petit territoire appelé Lahu qui se trouve au Sud-Ouest du Yunnan à l'extrême pointe de la Chine qui touche aux frontières de Birmanie et du Laos et par la voie du Mékong n'est éloigné du Siam que de quelques cent cinquante kilomètres. Pourquoi cette autonomie accordée à une population montagnarde qui n'a pratiquement jamais connu de gouvernement, sinon pour renouveler le coup des volontaires et prélude à la constitution d'une série d'états «libérés» qui seraient à la Chine ce que sont à la Russie les Etats de l'Europe centrale.

L'échange des prisonniers en Corée.

Pendant ce temps à grands renforts de projecteurs on célèbre le retour de quelques dizaines de prisonniers Américains et Alliés à Pan Mun Jon. L'opinion aux Etats-Unis est fascinée par la perspective d'un armistice. Le président Eisenhower aux prises avec des courants politiques contraires est obligé de se se dédoubler. C'est lui qui compose les messages de paix; il laisse à Foster Dulles le soin de rassurer l'aile droite des républicains. On laisse même courir le bruit que le président et son ministre seraient en désaccord sur la politique extérieure.

Le message

Le message solennel d'Eisenhower sur les conditions d'une véritable paix a été composé avec grand soin. C'est un chef-d'œuvre en son genre puisqu'il a recueilli l'unanimité aux Etats-Unis où tous les courants politiques ont trouvé ce qu'ils attendaient et à l'étranger tous les Alliés l'ont approuvé au moins officiellement.

Il énumère les conditions morales de la paix, la bonne foi des gouvernements et des peuples, conduisant au désarmement général et contrôlé; cela pour les pacifistes — les conditions matérielles de la paix, la liberté pour tous les peuples, c'est-à-dire ceux d'Europe centrale et Orientale et l'arrêt de toutes les guerres en Asie y compris d'Indochine et de Malaisie; cela pour les partisans du «refoulement»; enfin pour ceux qui craindraient que l'arrêt des commandes dues au réarmement — ne soit le signal d'une dépression économique — le projet de consacrer toutes les sommes qui seraient épargnées sur les canons à une assistance généreuse aux pays qui souffrent de sous-alimentation ou de moyens insuffisants de production. Le discours d'Eisenhower se termine par ces mots « nos propositions veulent enlever le fardeau d'armements et de craintes qui pèse sur les hommes afin qu'ils puissent connaître un âge d'or de liberté et de paix ».

Pour ceux qui ont le triste privilège de la mémoire, cela sonne comme la conclusion d'un discours de feu le président Wilson, presbytérien comme Eisenhower et Dulles. A quoi nous serions tentés de répondre que le christianisme nous enseigne que la paix matérielle n'est pas de ce monde et que l'âge d'or sur cette terre enlèverait à cette vie de combat, sa signification et son but. Quant à l'histoire et surtout celle de ce siècle, elle ne nous autorise guère à rêver d'un univers où règnerait l'harmonie et la tolérance mutuelle. Sans parler des impérialismes russe et chinois, il y a le monde musulman en révolte et la fermentation croissante du continent noir. Et même en Europe, où les bonnes volontés ne manquent pas, l'antagonisme franco-allemand est-il réellement apaisé?

La réunion de l'OTAN.

Aujourd'hui s'ouvre à Paris la réunion de l'Alliance Atlantique. On y discutera des objectifs du nouveau gouvernement soviétique dont les paroles apaisantes se multiplient sans qu'on puisse voir encore où elles tendent. Il semble que le voyage aux Etats-Unis de MM. Mayer et Bidault que la presse en général

avait présenté comme une démarche sans résultat, à au contraire influé sensiblement sur les dispositions du défensif atlantique.

La France reçoit sous forme de commandes d'armement des sommes importantes susceptibles de soulager les finances publiques et de stimuler la production. De plus le programme d'armement trop lourd pour les économies européennes va être étalé et comme le souhaitaient les Anglais révisé en fonction de la qualité plutôt que de la quantité. Un programme à long terme réclamé par la France rendra plus facile les futures prévisions budgétaires en matière de défense: Comme nous le pensons il y a un mois, ces décisions prévues ne manqueront pas de poids si le Congrès, comme il est probable y souscrit.

Faut-il internationaliser le problème indochinois?

Reste le problème indochinois. La situation militaire est préoccupante et l'on peut craindre que la France ne soit plus en état de faire face seule — toute question financière mise à part — à la pression du Vietminh appuyé par la Chine. Ne faudra-t-il pas internationaliser le conflit tôt au tard, c'est-à-dire charger l'O.N.U. de responsabilités que nous voulions garder pour nous seuls. La solution présente des dangers évidents. Les litiges de Tunisie et du Maroc que nous avons sans doute à tort, refusé de plaider devant l'assemblée, ne seront-ils pas désormais de son ressort? Et où s'arrêterait l'arbitrage de l'O.N.U.? Les Etats-Unis, si la situation l'exigeait, n'interviendraient en Indochine que sur mandat des Nations Unies. Voici la France devant des décisions difficiles qui laissent à notre diplomatie peu de latitude. Mais on sait que la diplomatie est précisément l'art de choisir entre des inconvénients.

CRITON.